

Service santé et protection animales, environnement
1120 route de Saint-Gilles
Mas de l'agriculture
30023 Nîmes

Nîmes, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEMAAC (Société d'économie mixte des abattoirs d'Alès-Cévennes)

ZI de Bruèges
1758 Avenue des Frères Lumière
30100 ALES

Références : DDPP30 2022 01578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2022 dans l'établissement SEMAAC (Société d'économie mixte des abattoirs d'Alès-Cévennes) implanté ZI de Bruèges 1758 Avenue des Frères Lumière 30100 ALES. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée à la suite d'un signalement (mai 2022) pour suspicion de déversement d'effluents dans le ruisseau du Bruèges.

Inspection de suivi de la MED de 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAAC (Société d'économie mixte des abattoirs d'Alès-Cévennes)
- ZI de Bruèges - 1758 Avenue des Frères Lumière - 30100 ALES
- Code AIOT dans GUN : 0053000030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Etablissement d'abattage d'animaux de boucherie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stockage
- Installations électriques
- Eaux pluviales
- Traitement et rejet des effluents
- Surveillance des émissions
- Stockage des sous-produits animaux
- Epandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées
- les observations éventuelles
- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette inspection faisait suite à la mise en demeure de 2021, mais également à un signalement de suspicion de déversement d'effluents dans le ruisseau le Bruèges.

Le jour de l'inspection aucune trace de déversement d'effluent dans le ruisseau n'a pu être constatée, mais en l'absence d'un plan des réseaux complet et exploitable l'inspection ne peut pas confirmer que le réseau est bien de type séparatif.

Une distorsion importante entre le volume d'eau consommée et le volume rejeté est constatée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage de déchet et sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription
Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription
Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	/	Mise en demeure, respect de prescription
Dispositions particulières à la pollution de l'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cuvette de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Epandage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent que certaines non-conformités relevées dans la mise en demeure n° 2021-10 du 16 avril 2021 ont été régularisées : épandage - rétention du stockage des liquides. Néanmoins les non-conformités suivantes persistent :

- 1) Collecte et traitement des effluents (pré-traitement vétuste - incohérence entre la consommation d'eau et le volume rejeté ainsi que l'absence de plan complet des réseaux permettant de certifier l'absence des rejets d'eau usées dans le réseau pluvial).
- 2) Surveillance des rejets (dépassement très sensible des valeurs limites de rejets - absence de programme de surveillance).
- 3) Condition de stockage des sous-produits animaux (fumière).
- 4) Suivi des installations électriques (3 non-conformités électriques mineures).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.
Constats : Le dernier rapport de vérification d'électricité en visite périodique date du 12/05/2022. Il a été établi par le bureau Véritas de Nîmes. Le rapport fait état de 3 non-conformités (NC) : - 1 nouvelle NC en date du 12/05/22 à savoir "Armoire air comprimé - Coffrets et armoires électriques - Isoler les jeux de barres en haut des armoires électriques". - 2 NC récurrentes (signalées le 31/08/21) à savoir "Locaux et récepteurs électriques - Fixer la prise de courant à côté du radiateur et alimenter directement le convecteur au réseau sans l'intermédiaire d'une prise de courant".
Observations : La preuve de la remise en conformité des ces 3 NC sera à apporter à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : Absence d'un plan complet permettant de caractériser la séparation effective des eaux polluées et des eaux pluviales dans le réseau de collecte.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Cuvette de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : "I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus."
Constats : Présence de 2 bacs de rétention d'une capacité de 240 l et de 405 l. Sur le bac de rétention de 240 l : 19 bidons de 5 l + 1 de 20 l + 1 de 30 l soit 145 l de produits sont présents. Sur le bac de rétention 405 l : 8 bidons de 5 l sont placés soit 40 l. A noter que 80 l de produits en bidons de 5 l et 10 l sont placés à terre à coté des bacs de rétention. Une livraison sur palette en attente de stockage devant le local comporte 160 l à stocker (32 bidons de 5 l). Les bidons en conditionnement de 5 l contiennent du Procide - virucide, du Biocan original. Du désinfectant RC Sanit 30 et du décapant Pacifos sont eux conditionnés respectivement en 20 l et 30 l. Au total présence de 425 l de produit pour une capacité de rétention de 645 l.
Observations : Les bidons stockés à terre ont été placés sur bac de rétention à la demande de l'inspection pendant le contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de déchet et sous-produit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.
Constats : Le toit de la fumière a été réparé, par contre la récupération du fumier et des matières stercoraires demeure incomplète, car une partie des produits tombe de la vis d'acheminement aux abords de la fumière sur la terre.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux fourni est incomplet et ne permet de visualiser le trajet des effluents en entier notamment jusqu'au rejet dans le réseau public d'assainissement collectif de la commune d'Alès.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent : - les modalités de raccordement ; - les valeurs limites avant raccordement ;
Constats : Le dernier bilan 24h sur rejet eaux usées a été réalisé du 13/02/2022 12h00 au 14/02/2022 12h00 par la société Prelevo SAS de Valergues. Les résultats montrent un dépassement très conséquent des valeurs de limite de rejets (DBO5, DCO, MEH, MES) par rapport aux concentrations maximales autorisées par l'autorisation de déversement des eaux usées de l'abattoir dans le réseau d'assainissement collectif de la commune d'Alès. Les résultats montrent également un volume total rejeté de 41,12 m3. Le tonnage abattu ce jour est de 17237,4 kg. Cela donnerait une consommation d'eau de 2,38 l/kg de carcasse ce qui est incohérent avec les chiffres relevés lors de la précédente inspection (consommation d'eau comprise entre 4,75 et 5,67 l/kg).
Observations : Un nouvel outil de pré traitement est envisagé sans pour autant connaître le calendrier précis de la mise en place effective de celui-ci. En attendant ces travaux conséquents, l'exploitant envisage une amélioration de l'outil existant (la date de fin de réalisation n'est pas connue de l'inspection). L'amélioration envisagée concerne le remplacement de pompes, une mise en place de flottation à air dissous et une mise en place de désinfection à l'ozone. Aucune estimation du gain sur la charge organique n'a pu être donnée à l'inspection. Ce projet d'amélioration n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance de la préfète.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Epannage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :- les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ;- les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage défini à l'article 26 du présent arrêté ;- le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur. Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols. Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération. Dans les autres cas, ces matières peuvent être valorisées dans les installations autorisées conformément à la réglementation en vigueur. Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Une étude préalable à l'épandage a été réalisée par la société Alliance Environnement le 31/07/21. L'avis positif de la MESE a été rendu le 08/09/21. Le bilan agronomique 2021 et le plan prévisionnel d'épandage 2022 ont été communiqués à l'inspection à l'issue du contrôle. Les préconisations de la MESE ont été suivies notamment sur les apports en azote.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions particulières à la pollution de l'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III.
Constats : Absence d'un programme de surveillance des effluents rejetés qui détermine la fréquence des mesures des différents paramètres telle que prévue à l'article 33 de l'AMPG (arrêté ministériel de prescriptions générales).
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription